

Depuis 1989[1], nous sommes entré·es dans une période de réorganisation violente du capitalisme mondial, aux multiples rebondissements sous forme de crises et de guerres sans fin. Face à la brutalité de la dernière grande crise du capitalisme, les mobilisations sociales ont retrouvé une nouvelle vigueur au plan international mais sans réussir à bloquer, notamment en Europe, l'offensive des classes dirigeantes contre tous les acquis sociaux obtenus par les luttes après la Seconde guerre mondiale ; sans parvenir non plus à imposer une autre politique centrée sur la satisfaction des besoins sociaux et non la recherche effrénée du profit[2].

Dans cette période tourmentée, le soulèvement des peuples dans le monde arabe depuis décembre 2010, pour la justice sociale, contre la répression, la corruption et pour les droits démocratiques a suscité un immense espoir, même si à l'heure où nous écrivons, nous ne pouvons pas encore en mesurer toutes les conséquences... D'ores et déjà, les préjugés racistes concernant ces peuples prétendument « soumis », incapables de se révolter pour la dignité et la liberté viennent d'être démentis de manière magistrale. Ce ne sont pas seulement les dictateurs de la région qui ont été saisis d'effroi mais bien l'ensemble des gouvernements et tout particulièrement ceux des anciennes puissances coloniales comme la France qui ont vu leurs alliés quitter le pouvoir, l'un après l'autre. L'intervention armée contre Khadafi peut faire illusion, peut-être, mais ne change rien à la volonté des grandes puissances de préserver leurs intérêts dans la région.

Contre le racisme

Espoir pour nous, récupération raciste pour d'autres qui travaillent au corps l'opinion publique sur le thème de l'« invasion » de l'Europe par des « hordes » d'immigrés ! Tout cela venant s'ajouter à l'instrumentalisation par la droite et l'extrême droite de la « défense » de la laïcité et de l'égalité entre hommes et femmes prétendument menacées par l'islam en France. Ne sous-estimons pas les ravages que peut occasionner ce genre de discours dans une population dont une proportion de plus en plus large fait directement les frais du néolibéralisme et de la crise capitaliste : chômage, précarité, peur, sont un terreau fertile pour la montée du racisme.

En 2006, j'avais tenté de montrer comment les changements politiques depuis le début des années 1980 avaient abouti en France à une reconfiguration des courants idéologiques qui peuvent influencer le féminisme, depuis 2002 notamment (Trat 2006). Le tableau était déjà complexe et préoccupant, il s'est encore compliqué depuis et est toujours très inquiétant.

D'un côté, une partie du courant « républicain et laïc », *Riposte laïque*, a dérivé purement et simplement vers l'extrême droite en faisant une alliance avec le Bloc identitaire dont les références fascistes ne font aucun doute. Ils sont les coorganisateur·es des « apéros saucisson-pinard[3] » ou des Assises sur l'islamisation de l'Europe en décembre 2010 et n'ont d'autres buts que de stigmatiser l'islam et les musulman·es[4]. Une féministe « historique » comme Anne Zelinsky s'est prêtée à ce jeu odieux, en intervenant dans ces fameuses assises.

Contre la racialisation de la politique

À l'autre bout de l'échiquier politique, un courant de la gauche radicale, pour dénoncer un

racisme structurel propre à une ancienne puissance coloniale comme la France^[5] privilégie une seule grille de lecture pour analyser l'ensemble des inégalités et conflits sociaux, celle du « postcolonialisme » ; ce qui les conduit à écrire « *la race existe*^[6] ». Ainsi on pourrait quasiment tout expliquer, notamment la misère des populations immigrées ou de leurs descendant-es par le racisme cultivé par le colonialisme puis le « postcolonialisme ». Or s'il est indéniable que le racisme, tel qu'il existe en France aujourd'hui, puise en grande partie ses racines dans ce type de domination (mais pas seulement^[7]), encore faut-il prendre en considération les effets ravageurs du capitalisme mondialisé sur l'ensemble des classes populaires dont font partie les jeunes identifié-es comme « Noirs » ou « Arabes ». Or, raisonner presque exclusivement en termes de « race », c'est homogénéiser les « Occidentaux » d'un côté et les colonisé-es de l'autre, sans prendre en considération les différenciations de classe au même titre que les discriminations racistes ou l'oppression de genre. À l'heure où l'extrême droite et la droite tentent par tous les moyens de faire croire que les problèmes économiques et sociaux pourraient être réglés en s'attaquant aux immigré-es et à leurs enfants (français ou non), voire à tous les étrangers, à l'heure de la montée du racisme et de la xénophobie, c'est une erreur politique majeure et gravissime que d'utiliser le même vocabulaire que celui des racistes, même si c'est pour dénoncer les processus de racialisation à l'œuvre dans la société.

De ce point de vue, l'usage de plus en plus banalisé par de jeunes universitaires de la notion de féminisme blanc ou occidental, sans guillemets, est extrêmement dangereux. Les dernier-es en date à le faire sont les coordinateur-rices du livre *Féminisme au pluriel* (Syllepse 2010). Dans « Féminismes : controverses et perspectives », article d'introduction, on trouve la phrase suivante : « *Au fil des articles, un certain féminisme [lequel exactement, on ne le sait pas !] est sous le feu de la critique, comme étant l'outil des femmes blanches, hétérosexuelles, de classes moyennes et intellectuelles.* » Phrase très générale qui confond allègrement les responsables des politiques européennes qui tendent effectivement à transformer l'Europe en une forteresse « blanche et chrétienne » et leurs opposant-es qui les contestent régulièrement comme lors de la campagne unitaire contre le Traité constitutionnel européen en 2005. Un tel verdict aurait nécessité une analyse approfondie, ou pour le moins une explication des termes utilisés. Ce n'est malheureusement pas le cas. Ainsi loin d'ouvrir un débat que les coordinateur-trices semblent appeler de leurs vœux, les auteur-es le closent avant même de l'avoir réellement commencé.

Cet usage inconsidéré du terme « blanc » prétend se nourrir de plusieurs références, en particulier des travaux d'Elsa Dorlin (2008) ou de Jules Falquet (2006) qui ont contribué à faire connaître en France les textes du *Black Feminism* tel qu'il s'est développé aux États-Unis entre 1968 et 1980. Ce courant du féminisme qui entendait s'inscrire dans la continuité des luttes des femmes noires contre l'esclavage et pour le droit de vote des femmes dès le début du 19^e siècle est né au croisement de la radicalisation politique du mouvement noir après 1968 et de l'émergence du mouvement féministe. Un des groupes, le Combahee River Collective^[8] (un groupe de féministes lesbiennes de Boston), explique sa naissance dans une déclaration rédigée en 1977, par la nécessité de se démarquer du « racisme et de l'élitisme » du mouvement féministe dominant et du sexisme largement présent chez les militants (noirs ou blancs) de la gauche radicale. Ce sont « *leurs expériences et leurs désillusions* » qui les ont poussées à s'organiser et à développer une politique « *antiraciste, à la différence de celle des femmes blanches* » et antisexiste « *à la différence de celle des hommes Noirs et Blancs* ». Elles invitent les femmes « blanches » à faire un retour critique sur l'histoire des luttes du 19^e siècle marquée par la trahison d'une partie des féministes blanches qui ont préféré rejeter les femmes noires de leurs rangs (en

les stigmatisant) pour gagner le soutien des femmes blanches du Sud, de la bonne société, racistes et ségrégationnistes[9]. En raison du contexte politico-culturel des États-Unis dans les années 1970, ces militantes insistent sur le fait qu'elle ne pouvaient pas privilégier la lutte contre le sexisme, qu'il leur fallait en même temps lutter contre le racisme, en lien avec les mouvements politiques noirs. Elles ne pouvaient pas non plus adhérer à un principe de « sororité » qui masque les différences de classe entre les femmes « noires », catégorie la plus exploitée et la majorité des féministes issues des « classes moyennes » ; enfin elles étaient lesbiennes et voulaient lutter contre les normes hétérosexuelles qui régissent la société. Pour elles, tous « *ces systèmes d'oppression sont imbriqués* » et pas seulement juxtaposés. C'est pourquoi elles pensaient qu'un féminisme noir était indispensable : « *La synthèse de ces oppressions crée les conditions dans lesquelles nous vivons. En tant que femmes Noires[10], nous voyons le féminisme Noir comme le mouvement politique logique pour combattre les oppressions multiples et simultanées qu'affrontent les femmes de couleur.* » Faire entendre leurs voix tel était leur objectif, non pas en opposition systématique avec le féminisme « dominant » mais en alliance conflictuelle avec lui et les autres mouvements sociaux.

Un courant minoritaire du féminisme en France prétend plaquer cette analyse des militantes du *Black Feminism* sur le mouvement féministe de l'Hexagone ; pour Houria Bouteldja[11] (2006), le problème principal du féminisme « français[12] » serait toujours le racisme qui le traverserait, – consciemment ou non[13] ; il serait ainsi complice de la politique « postcoloniale » de la France[14]. Pour preuve « sa » position concernant la question du voile depuis 2003. Claire Bataille est largement revenue dans un chapitre précédent sur cette question, mais il faut néanmoins rappeler à nouveau qu'il n'y a pas eu en 2004 « une » position concernant le voile ou la loi sur le voile. Il y en avait au moins trois (Trat 2004a). Qu'il ait fallu dénoncer le ralliement de Ni putes ni soumises à la politique de Jacques Chirac, puis à celle de Nicolas Sarkozy : nous ne pouvons qu'être d'accord ; qu'il faille aujourd'hui condamner Anne Zélinesky et certain·es militant·es prétendument de gauche pour leur complicité avec l'extrême droite, aucune hésitation ; qu'on soit en désaccord avec Elisabeth Badinter et d'autres femmes privilégiées pour qui la lutte féministe n'est plus à l'ordre du jour sauf dans les quartiers populaires des « démocraties occidentales » ou dans des pays sous lois musulmanes, pas l'ombre d'un doute, nous l'avons même écrit (Trat 2006). Mais tout cela ne justifie en rien la division simpliste et dangereuse entre « blanc·hes » et « indigènes » pour expliquer certaines divergences qui traversent le mouvement social sur de nombreuses questions, notamment sur celle du féminisme. C'est oublier également quelques différences (et leurs grandes conséquences) avec les États-Unis, ce qui est regrettable, pour qui prétend modifier le rapport des forces au profit des plus exploité·es et des plus opprimé·es.

Ce n'est pas la même chose de vivre dans un pays où l'esclavage et la ségrégation étaient inscrits dans la loi et ont structuré une large partie du territoire comme aux États-Unis et ce jusque dans les années 1960 et un pays où tous les citoyen·nes né·es en France sont censé·es être égaux et égales devant la loi. Certes, le travail forcé et la répression dans les colonies françaises n'avaient rien à envier à l'esclavage mais la majorité des anciennes colonies a conquis son indépendance il y a cinquante ans et le néocolonialisme aujourd'hui met en jeu des mécanismes complexes avec la complicité des classes dirigeantes nationales... En France, il y a toujours un gouffre entre l'égalité formelle, la loi, les discours et l'égalité réelle. La question est donc : comment lutter pour éradiquer les inégalités structurelles de genre, de « race » et de classe liées entre elles par un système économique et social global qui reprend à son profit des inégalités qui, pour certaines, relèvent d'autres formations sociales ? La réponse nécessite d'articuler les luttes sur ces

différents fronts dans la perspective de les faire converger sur une contestation globale d'un système qui n'a de cesse de diviser les opprimé·es et les exploité·es. Cela passe par des processus d'auto-organisation spécifiques, mais aussi par la participation dans des associations, syndicats, partis où tous ceux et toutes celles qui veulent changer la société puissent se retrouver indépendamment de leurs origines respectives. C'est cette orientation que nous avons défendue obstinément dans le mouvement féministe et que nous continuons à défendre. Nous y reviendrons.

Cela suppose de travailler à une alternative politique commune en bannissant de nos pratiques respectives les insultes qui aggravent les divisions et ne permettent en rien de dépasser les divergences inévitables entre les différentes composantes du mouvement social qui luttent contre la droite et l'extrême droite[15]. Dans ces conditions, traiter de « blancs » et de « racistes » les militant·es qui refusent d'assimiler le port du voile à un signe d'émancipation en soi est inacceptable. De même que la dénonciation de ceux et celles qui, par exemple, refusent de confondre le système des cultes reconnus qui prévalait sous Napoléon 1^{er} et Napoléon III avec la laïcité qui garantit la séparation de l'État et des religions et le respect de la liberté de conscience.

Ce qui est à l'ordre du jour, au-delà des divergences, c'est la construction d'un front commun le plus large possible avec tous ceux et toutes celles qui, dans les multiples réseaux antiracistes, luttent pied à pied contre les expulsions de sans-papiers et pour le démantèlement de la législation sécuritaire et raciste instaurée en France et en Europe depuis de trop longues années[16] [• La ballade des sans droits].

Autre différence que devraient prendre en considération certaines jeunes féministes aveuglées par une rage qui se trompe d'adversaire : contrairement aux États-Unis, en France le mouvement féministe s'est posé, dès le début des années 1970, la question du lien entre la lutte féministe et la lutte des classes (Trat 2007) et celle de la solidarité avec les femmes étrangères ou sans-papiers (Lesselier 2007). Nous avons régulièrement écrit dans les *Cahiers* et ailleurs que « *les femmes sont toutes opprimées mais de manière différente* ». De ce point de vue, nous n'avons jamais cru à une « sororité » spontanée entre toutes les femmes, quelles que soient leurs appartenances sociales, qui les opposerait au bloc des hommes assimilés dans leur ensemble à de simples exploités au même titre que les patrons. Ce qui nous a d'ailleurs longtemps séparé de la théorie de Christine Delphy pour qui le patriarcat était l'« ennemi principal » et qui refusait de s'inscrire dans une perspective de lutte contre les oppressions croisées. C'est en ce sens d'ailleurs que nous n'avons jamais utilisé la notion de « classe sociale des femmes » pour éviter d'homogénéiser abusivement le groupe des femmes ; la solidarité entre femmes ne peut naître que des luttes communes sur des revendications qui prennent en compte la situation des femmes les plus exploitées et opprimées. Christine Delphy, quant à elle, a refusé pendant très longtemps toute alliance avec des associations, partis ou organisations mixtes.

En écrivant cela, nous ne prétendons ni gommer les retours critiques indispensables sur le développement du féminisme en France, ni l'expérience spécifique que peuvent faire du racisme et du sexisme, des jeunes femmes dont les parents ou grands-parents ont été contraint·es d'émigrer. Et nous comprenons parfaitement que parmi elles, certaines souhaitent créer leurs propres structures, mais dans quelle logique ? Cultiver les divisions entre militant·es politiques et associatifs mobilisé·es contre la droite et l'extrême droite ? Ou réunir ces militant·es dans une perspective anticapitaliste, anti-raciste, féministe, internationaliste et humaniste à vocation universelle ? Relisons Franz Fanon notamment son livre *Peau noire, masques blancs* publié en 1952 ; en effet, tout en y revendiquant son

statut de « Nègre » pour dénoncer l'oppression coloniale, il concluait par ces mots : « *Moi l'homme de couleur, je ne veux qu'une chose. Que jamais l'instrument ne domine l'homme. Que cesse à jamais l'asservissement de l'homme par l'homme. [...] Le Nègre n'est pas. Pas plus que le Blanc. Tous deux ont à s'écarter des voix inhumaines qui furent celles de leurs ancêtres respectifs afin que naisse une authentique communication. [...] Ma liberté ne m'est-elle donc pas donnée pour édifier le monde du toi ?* »

« C'est mon choix » ou les ambiguïtés d'un slogan

Le mouvement féministe des années 1970 avait popularisé le mot d'ordre « *Notre corps nous appartient* » pour revendiquer le droit des femmes à disposer de leur corps et obtenir le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits et garantir leurs libertés face aux normes des Églises, de l'État et des conjoints soucieux de préserver le contrôle des hommes sur le corps et la sexualité des femmes. À l'époque, ce mot d'ordre était hautement subversif. Aujourd'hui ce slogan a été repris par des courants très disparates, voire pour certains réactionnaires, dans un contexte idéologique très différent. Plusieurs évolutions des sociétés capitalistes contemporaines peuvent expliquer les nouveaux usages de ce mot d'ordre.

D'abord les effets de la lutte des mouvements féministes, gays et lesbiens, contre les normes morales imposées par les religions et notamment par la religion catholique concernant la sexualité et la famille traditionnelle. Ces luttes menées souvent au nom du droit à la différence et à l'égalité avec les hétéros s'est traduite à la fois par un certain recul des tabous sur ces questions, et le développement d'une solidarité spontanée des jeunes vis-à-vis de toute personne qui défend son « droit à la différence » et ce, indépendamment de tout jugement politique^[17]. Au nom du respect de la « vie privée », il est interdit non pas d'interdire mais de discuter du sens politique de choix « individuels ». Par exemple celui de porter un foulard islamique. Ce qui peut paraître assez paradoxal dans une société où l'on peut être témoin involontaire de discussions intimes de personnes qui hurlent dans leur téléphone portable ou exposent sans aucune gêne les moindres détails de leur vie sexuelle dans des émissions de télé-réalité ou sur internet.

Deuxièmement, l'extension de la logique marchande et individualiste à toutes les sphères de la société. La promotion des « gagnant-es » (qui ont « su » gagner de l'argent) capables, sur la base de leur seule volonté, de réaliser leur propre « bonheur », quitte à bousculer *toutes* les règles morales jugées archaïques face à la « modernité », a donné une légitimité à l'idée du « libre choix ». Libre choix pour les couples hétéros ou homos de faire appel à « des mères porteuses » pour combler leurs désirs d'enfants. « *J'ai de l'argent et je fais ce que je veux* », telle est la nouvelle ligne de conduite. Pour ceux et celles qui vendent des « services sexuels » ou leur « ventre », peut-on parler ici de libre choix ? Libre choix de « se » prostituer ou non^[18], comme si la misère dans les pays de l'ancien empire soviétique ou les transferts de population du Sud vers le Nord dans le cadre du capitalisme mondialisé, ou la recherche de moyens de survie et de reconnaissance par de jeunes transsexuel·les, homos, etc. n'expliquaient pas largement le développement de la prostitution.

On peut constater une troisième transformation : l'évolution du rapport des jeunes à l'engagement politique. Comme le déclarait Olivier Besancenot à Philippe Corcuff (2004) : « *Dans le rapport à l'engagement, la place de la personne - je dirais de l'espace individuel, de la sphère privée - est une question qui me semble réglée [...]. Aujourd'hui, nous ne*

sacrifions pas à un engagement quelconque l'ensemble de notre vie personnelle, ou même professionnelle. » Évolution plutôt sympathique face au modèle du « militant professionnel » disponible 24 heures sur 24.

Toutes ces transformations de nature différente convergent néanmoins vers une évolution générale dont on peut se demander si cela n'a pas comme conséquence de « dépolitiser » des comportements considérés comme relevant « de choix purement personnels » qui ont pourtant un sens, voire plusieurs significations, dans le champ politique. Comment ne pas voir en effet que certains choix individuels n'engagent pas que leurs auteurs ? Ils façonnent le regard social sur tous les membres d'un groupe et contribuent, même involontairement à la construction d'une norme. Reprenons la revendication par exemple du « *choix de se prostituer* » ; si ce dernier devait être reconnu par un statut pour les personnes prostituées, cela légaliserait le « métier » de proxénète et accrédi terait l'idée déjà largement partagée que les hommes ont des besoins sexuels « irrépessibles » et que le corps de toutes les femmes est à leur « libre » disposition [• « La prostitution, une immense servitude », « Non, votre féminisme n'est pas nouveau ! »].

On peut se demander au final si le slogan « *Le privé est politique*^[19] », lancé par les féministes des années 1970, peut encore être repris ou tout simplement compris par toute une partie des jeunes militant·es.

Aller vers un féminisme à vocation universelle

« *vers* » un féminisme universel car l'universel n'est pas donné une fois pour toutes mais est le résultat de la conjonction de combats sectoriels en vue de l'égalité, au fil du temps. Non pas un temps linéaire qui irait pas à pas vers le « progrès » mais un temps chaotique au cours duquel les mobilisations des opprimé·es, avec leurs flux et leurs reflux, permettent d'ouvrir ou non de nouvelles perspectives pour l'avenir de l'humanité. Nous avons le sentiment d'être aujourd'hui à un moment-charnière : allons-nous être submergé·es par la logique infernale de la recherche du profit avec son cortège de misère, d'inégalités multiples, avec en supplément l'horreur nucléaire, l'étouffement des libertés par des régimes policiers, la montée du racisme, etc. ou parviendrons-nous à faire converger la lutte des peuples du monde pour un changement radical de société fondé sur l'égalité entre tous et toutes, la combinaison de droits collectifs et individuels, et la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux ? Dans ce contexte, le mouvement féministe est plus que jamais d'actualité, à condition de se situer dans cette perspective universalisante.

En France, contrairement à ce que pourraient penser certain·es, le mouvement féministe et/ou en faveur des droits des femmes est très vivant. Il existe de nombreuses associations et collectifs féministes actifs sur différents terrains, coordonnées ou non par le Collectif national pour les droits des femmes, dans de nombreuses villes en région, comme c'est le cas également à Paris et en banlieue. Et contrairement à ce que peuvent croire des observateurs superficiels, les femmes n'ont pas tout obtenu, loin de là, que ce soit en Europe ou dans le reste du monde. Il suffit pour s'en convaincre de consulter le bulletin diffusé en France par la Marche mondiale des femmes.

Les femmes ne sont pas à égalité avec les hommes et continuent de subir les conséquences de la domination masculine : maintien notamment de la division sociale et sexuée des tâches dans toutes les sphères de la société, division fort utile au capitalisme dans une période de « crise » économique. Les femmes sont toujours censées reproduire la

force de travail par le travail domestique ou les soins médico-sociaux qu'elles dispensent dans la famille, dans différents services publics ou dans le privé, en étant sous-payées : dans les secteurs du nettoyage, des soins aux jeunes enfants ou aux personnes dépendantes, de l'enseignement, de la santé, etc. Elles sont aussi très nombreuses à travailler dans le commerce, comme caissières, très souvent à temps partiel. Loin d'avoir régressé cette forme d'emploi continue d'être très féminisée et s'est développée dans toute l'Europe[20] [• « Le temps de travail, le temps de vivre, le temps... »].

Le seul domaine où les hommes et les femmes ont été ces derniers mois à égalité, c'est dans les statistiques officielles du chômage en France, la crise économique de 2008-2009 s'étant traduite dans un premier temps par des licenciements massifs dans le secteur industriel et moins dans le tertiaire mais rassurons-nous l'ordre des choses reprend son cours car le chômage des femmes semble être reparti à la hausse[21] !

Par ailleurs les différenciations entre femmes se sont elles-mêmes accentuées entre deux pôles : une minorité de femmes, les plus diplômées et/ou les mieux dotées sur le plan du patrimoine et la majorité des femmes. Les premières ont souvent un travail qui les intéresse, un bon salaire ou des moyens suffisants pour se faire aider dans les tâches domestiques par d'autres femmes souvent étrangères ou d'origine étrangère, avec ou sans papiers ; les autres ont vu leurs conditions de travail se détériorer, sont très souvent à temps partiel et constituent la majorité des smicards ou des travailleurs pauvres[22].

Comme on le constate l'auto-organisation des femmes est encore et toujours d'actualité pour défendre les femmes les plus précaires et/ou victimes du racisme, pour obtenir de nouveaux droits, amorcer une transformation radicale de la société dans laquelle femmes et hommes seraient réellement à égalité. Nous avons plus que jamais besoin de la force collective des femmes.

D'abord pour aider les féministes du monde entier à gagner de nouveaux droits comme en Tunisie, en Égypte et ailleurs. Il ne s'agit pas de porter la bonne parole de féministes « occidentales » pour faire la leçon aux femmes du « tiers-monde ». Personne ne peut, ni ne cherche à prendre la parole à la place des féministes de tel ou tel pays. Il s'agit simplement d'être solidaires car les féministes du monde entier savent bien que les reculs ou les avancées des unes ont des répercussions sur les luttes des autres[23] [• « Un féminisme internationaliste »].

Nous savons parfaitement que les femmes ont participé massivement aux manifestations de rue au prix parfois de leur vie mais l'histoire nous a aussi appris, que lorsque les mobilisations retombent, les droits des femmes peuvent facilement disparaître des priorités ou quand la contre-révolution reprend des forces, les femmes sont souvent les premières victimes de la répression et des « retours à l'ordre » qui s'ensuivent.

En France, il faut consolider le rapport des forces pour éviter les retours en arrière (comme sur le droit à l'IVG avec la restructuration des hôpitaux ou les droits à la retraite), pour faire appliquer des lois en faveur de l'égalité (comme celles sur l'égalité salariale) et défendre le droit à l'emploi des femmes, pour obtenir des moyens pour organiser la prévention des violences contre les femmes, développer des centres d'hébergement et aider les femmes qui en sont victimes dans leurs démarches multiples.

Il faut aussi faire avancer la mixité dans toutes les activités, qu'elles soient familiales, professionnelles ou politiques et défendre les services publics dans tous les domaines : accueil des jeunes enfants, logement social, transports publics, etc., indispensables pour

améliorer les conditions de vie des quartiers populaires et des femmes tout particulièrement. Sur tous ces terrains, des mobilisations unitaires ont déjà eu lieu et des réseaux associatifs unitaires se sont construits auxquels participent en général le CNDF et d'autres forces féministes. Ce qui a permis de remporter quelques victoires[24] et surtout de faire un travail en profondeur aussi bien sur le plan revendicatif que sur le plan des mobilisations[25], comme celles pour la défense des services publics et plus précisément aujourd'hui pour la défense de la santé publique pour tous et toutes, et la sécurité sociale universelle et solidaire.

Mais cela ne suffit pas. Le mouvement féministe peut et doit s'élargir, parmi les jeunes femmes et celles des quartiers populaires notamment. De nouveaux réseaux ou associations se sont créés et qui ont le mérite essentiel de reposer sur des équipes de jeunes femmes qui manient l'humour comme aux premiers temps de la deuxième vague féministe[26]. Il faut saluer également l'association Les Quarante ans du féminisme qui a permis de sensibiliser au travers de multiples débats, colloques et expositions une partie de la jeune génération.

Néanmoins, face à la droite et l'extrême droite qui restent à l'offensive et cherchent par tous les moyens à diviser les mouvements sociaux, il faut au contraire renforcer l'unité du mouvement. Cela passe probablement par des débats de fonds sur plusieurs questions : d'abord sur les meilleurs moyens d'articuler la lutte contre l'oppression de genre, de classe et contre le racisme et ceci, non pas de manière abstraite mais sur la base de campagnes communes comme celles pour l'« *égalité des salaires entre les femmes et hommes maintenant !* » lancée, depuis peu, par le CNDF, Femmes Égalité, Femmes solidaires, la Maison des femmes de Montreuil, Attac, le NPA, le PCF, le Parti de gauche ou pour la régularisation des travailleuses sans papiers[27], etc.

Une pratique unitaire est toujours nécessaire. Elle passe très souvent par des collectifs qui, à leurs débuts du moins, prennent la forme de cartels d'organisations et d'associations diverses à leur sommet, comme le CNDF, Attac, etc. Mais toutes ces structures ont besoin, pour attirer à elles de jeunes militant·es, de s'appuyer sur des collectifs de base qui dépassent les cartels et dans lesquels les individu·es peuvent trouver toute leur place. Cela implique également de construire le mouvement féministe comme un véritable mouvement démocratique qui se réunisse en congrès pour élire des porte-parole et faire le point collectivement sur les orientations. C'est une des conditions pour développer le mouvement féministe.

Dans les quartiers populaires, il existe de multiples associations d'entraide ou de défense plus explicite des droits des femmes. C'est aussi avec elles que l'on peut enraciner un mouvement féministe dans ces quartiers.

Nous aurons sans doute à débattre également de la nécessité et de la possibilité de faire émerger un « mouvement autonome » des femmes qui soit indépendant de l'État, des religions, des partis mais pas de la lutte des classes ni de la lutte contre le racisme, en lien avec le mouvement associatif mobilisé sur les questions de genre et de sexualités. Toutes ces questions avaient déjà été soulevées lors de la rencontre « Alternatives féministes » organisées à l'initiative du CNDF en décembre 2005. Il faut les reprendre.

Nous avons sans doute entre nous des divergences mais ce n'est pas un obstacle en soi, à condition d'être conscientes que nous sommes toutes dans le même bateau, le bateau du féminisme face à des adversaires de poids vis-à-vis desquels il faut nous unifier.

Article extrait du livre *Cahiers du féminisme, dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes (1977-1998)*, paru aux éditions Syllepse en mai 2011.

Pour en savoir plus

Antoine Artous, Philippe Corcuff suivi d'un entretien avec Olivier Besancenot, *Nouveaux défis pour la gauche radicale*, Latresne, Le Bord de l'eau, 2004.

Houria Bouteldja, « Féminisme et antiracisme », propos recueillis par Chiara Bonfiglioli, *Contretemps*, dossier : post-colonialisme et immigration, n° 16, Paris, Textuel, janvier 2006.

Pauline Debenest, Vincent Gay, Gabriel Girard (coord.), *Féminisme au pluriel*, Paris, Syllepse, 2010.

Franz Fanon, *Peau noire et masques blancs*, Paris, Le Seuil, 1971.

Elsa Dorlin, *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain (1975-2000)*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Jules Falquet, Émmanuelle Lada, Aude Rabaud, *(Ré)articulation des rapports sociaux de sexe, classe et « race »*, Paris, Publications Université Paris Diderot-Paris 7, 2006.

Claudie Lesselier, « Pour une histoire des mouvements de femmes de l'immigration en France », *Femmes, genre, féminisme*, Paris, Syllepse, 2007.

Marche mondiale des femmes, *Troisième marche mondiale des femmes, 2010, Paris-Istanbul-Bukavu*, 2011, www.mmf-france.fr.

Josette Trat, « Laïcité et droits des femmes », *Critique Communiste*, dossier : « La loi sur le voile en débat », n° 172, printemps 2004a.

Josette Trat, « À la recherche de l'ennemi principal », *Critique communiste*, n° 174, 2004b.

Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkorn (dir.), *L'autonomie des femmes en question*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Josette Trat, « L'histoire oubliée du courant "féministe luttes de classe" », in collectif *Femmes, genre, féminisme*, Paris, Syllepse, col. Les Cahiers de Critique communiste, 2007.

Fiametta Venner & Caroline Fourest, « Derrière le saucisson, le bloc identitaire », *ProChoix* n° 52, juin 2011.

Christine Verschurr (dir.), *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes*, « Cahiers genre et développement », n° 7, Paris, L'Harmattan, 2010.

[1] Date de la fin de l'empire soviétique qui marque la prétention des puissances occidentales à instaurer un « nouvel ordre mondial ».

[2] L'adoption en toute discrétion, vendredi 25 mars, par les chefs d'État et de gouvernement d'un pacte de stabilité de l'euro est une véritable déclaration de guerre contre les classes populaires ; ce pacte impose en effet « *la modération salariale, la hausse de l'âge du départ à la retraite, la précarisation des salariés* », *L'Humanité*, 28 mars 2011.

[3] Celui du 18 juin 2010 en particulier dans le 18^e arrondissement de Paris.

[4] Sur l'évolution de ces courants, lire Fiametta Venner et Caroline Fourest (2010).

[5] Ce courant est porté notamment par le PIR (Parti des indigènes de la République). En janvier 2005 était rendu public l'« Appel des indigènes de la République » qui a servi ensuite à créer le Mouvement des indigènes de la République puis, cinq ans plus tard, les 27 et 28 février 2010, le PIR.

[6] Cf. le communiqué du PIR du 2 septembre 2010. Nous savons bien qu'il s'agit pour le PIR et d'autres d'une race non pas biologique mais « sociale » ; cependant le fait d'emprunter ce mot au vocabulaire de l'extrême droite est lourd de confusions graves.

[7] Les immigrés polonais ou italiens, pourtant catholiques ou de culture catholique, ont eux aussi subi des violences racistes très graves. Ils n'étaient pourtant pas des « colonisés ». De même, aujourd'hui l'antisémitisme ou le rejet des Roms s'alimentent à d'autres sources !

[8] Nous reprenons à notre compte la note accompagnant la publication en français de la « Déclaration du Combahee River Collective », dans le numéro des *Cahiers du CEDREF* de décembre 2006, dont la directrice de publication est Jules Falquet : « *Son nom vient de l'action de guérilla imaginée et menée par Harriet Tubman le 2 juin 1863, dans la région de Port Royal en Caroline du Sud. Cette action a libéré plus de 750 esclaves et constitue la seule campagne militaire dans l'histoire américaine à avoir été organisée et dirigée par une femme.* »

[9] Alors qu'aux débuts du féminisme, la lutte pour l'abolition de l'esclavage et le droit de vote des femmes, avait fini par fusionner, femmes « blanches » et femmes « noires » unies. Je m'inspire pour ces lignes des travaux d'Elsa Dorlin et Jules Falquet déjà cités.

[10] Nous mettons une ici une majuscule à femmes Noires ou féminisme Noir pour nous conformer au choix de Jules Falquet qui a voulu respecter l'usage de la majuscule opéré par ces militantes pour la rédaction de leur manifeste original.

[11] Houria Bouteldja est aujourd'hui une des porte-parole du PIR.

[12] En ce qui nous concerne, nous ne nous sommes jamais définies comme des féministes « françaises » ; nous avons toujours pris soin de parler du féminisme en France pour permettre ainsi la prise en considération de la diversité des nationalités et des origines des

militantes au sein de ce mouvement.

[13] Racisme qui n'épargnerait d'ailleurs aucune composante de la gauche et de l'extrême gauche selon le PIR.

[14] Dérive cautionnée intégralement par Christine Delphy, autre féministe « historique », cf. l'analyse critique de Josette Trat (2004b).

[15] Dans un « Rebonds » de *Libération* du 21 mars 2003 intitulé « Quand la raison s'affole », Daniel Bensaïd, Samuel Joshua et Roseline Vachetta, responsables connus de la LCR, trouvaient « *regrettable que l'ethnisme parasite le débat pourtant salutaire contre le colonialisme* ». Ils et elles concluaient leur tribune par une mise en garde toujours d'actualité : « *Le débat sur les effets actuels de l'héritage colonial est nécessaire à condition de ne pas commencer par semer une division passionnelle parmi ceux et celles qui soutiennent les mêmes causes* ».

[16] Cf. l'appel pour une manifestation unitaire antiraciste en mai 2011, lancé notamment par Oliver Lecour-Grandmaison. Pour consulter et signer cet appel : <http://www.reseau-terra.info/wordpress/?p=641>.

[17] Cette contestation a eu son prolongement dans le mouvement *queer* parti des États-Unis qui a pu encourager une partie de ses adeptes à croire à la toute puissance des individus qui pourraient ainsi se soustraire aux rapports sociaux de sexe (de genre) de par leur seule volonté. *queer* : de l'anglais « étrange ». Mouvement né en réaction au néoconservatisme politique et moral des années Reagan et Bush aux États-Unis qui préconise la « déconstruction » théorique et pratique des « normes » de genre (sexe social) imposées par la morale dominante aux individus, aux dépens de l'épanouissement personnel. Une des inspiratrices la plus subtile de ce courant, la philosophe Judith Butler n'a jamais renié, quant à elle, son engagement féministe et la nécessité de luttes collectives sur ce terrain.

[18] Cf. la tribune de Marcela Iacub, Catherine Millet et Catherine Robbe-Grillet « Ni coupables ni victimes : libres de se prostituer », dans *Le Monde* du 8 janvier 2003 [• « La prostitution, une immense servitude », « Non, votre féminisme n'est pas nouveau ! »].

[19] Pour dénoncer notamment les violences conjugales et l'assignation des femmes au travail domestique. Il n'était pas question ici de mettre en cause le droit à l'intimité des individus mais de suggérer que ce qui était considéré comme « privé » résultait largement de choix opérés par les politiques publiques en matière d'organisation économique et sociale et pouvait donner lieu à ce titre à des débats politiques collectifs.

[20] Selon l'Observatoire des inégalités, 32 % des travailleuses européennes étaient à temps partiel en 2009 contre seulement 8,3 % des hommes. Au total, 18,8 % de la population active de l'Union européenne travaille à temps partiel alors qu'en 1997, c'était le cas de 15,9 %.

[21] Pour l'année 2010, si l'on tient compte du chômage et du sous-emploi « le nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi a augmenté moins vite que celui des femmes. Cette moindre progression est probablement à mettre en rapport avec le ralentissement des destructions d'emplois dans l'industrie », *Le Monde.fr*, 26 janvier 2011.

[22] Collectif national pour les droits des femmes, *De la précarité à la pauvreté. À quel horizon l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes ?*, brochure publiée après le forum-débat du 16 février 2008 à l'Hôtel de Ville de Paris.

[23] La manifestation unitaire du 5 mars 2011 à Paris qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes pour soutenir le combat des femmes pour l'égalité en Tunisie, en Égypte et ailleurs, a été de ce point de vue un vrai succès.

[24] Promesse de réouverture du centre de CIVG de l'hôpital Tenon grâce à l'action unitaire et prolongée du Collectif pour les droits des femmes du 20^e arrondissement de Paris et réouverture du service de radiothérapie de l'hôpital de Guéret grâce encore à la mobilisation unitaire et déterminée des élu·es, des syndicats de personnels, du collectif de défense et de développement des services publics et de la population.

[25] Parmi ces réseaux importants, signalons celui intitulé « Pas de bébé à la consigne » qui regroupe des professionnel·les des crèches et des parents, pour la défense de modes d'accueil collectifs de qualité et contre le décret sur les jardins d'éveil. Son site : <http://www.pasdebebealaconsigne.com>.

[26] Dans le désordre et de manière non exhaustive : La Barbe (<http://www.labarbelabarbe.org>), Osez le féminisme (<http://www.osezlefeminisme.fr>), Les Poupées en pantalons (<http://lespoupeesenpantalon.blogspot.com>), etc.

[27] Cf. entretien d'Ana Azaria, présidente de Femmes Égalité (Debenest *et al.* 2010).